

LES DESSOUS DE LA DISSOLUTION

Par Hermine Le Quellec

Le risque d'une motion de censure sur le budget 2025, pensé pour renflouer une dette publique abyssale, pourrait bien être l'argument qui cache la forêt. Car pendant que l'on s'agite au Palais-Bourbon, l'ogre BlackRock lorgne sur l'épargne européenne, tandis que l'UE s'apprête à modifier ses traités¹ pour faire main basse sur la souveraineté des États et l'argent des citoyens à travers la numérisation de l'euro. Emmanuel Macron aurait négocié des accords secrets à gauche comme à droite pour assurer un front républicain solide, acquis à cet agenda mondialiste.

À PROPOS DE L'AUTEURE

Jeune journaliste, Hermine Le Quellec est résistante au « tout numérique » et aux politiques liberticides, plutôt méfiante quant aux campagnes de communication à destination des masses. Elle s'est lancée depuis trois ans dans des enquêtes techniques et scientifiques sur les dessous de la crise sanitaire, la génétique et la biologie moléculaire du SARS-CoV-2 et des vaccins anti-Covid, ainsi que sur l'avènement de la « quatrième révolution industrielle » chère à Klaus Schwab.



La surprise du second tour des élections législatives, où le Nouveau Front populaire (NFP) a été propulsé en tête déjouant ainsi tous les pronostics, a vite été balayée par ce constat amer : la France est ingouvernable. La dissolution de l'Assemblée nationale, coup de massue frappé par un Emmanuel Macron n'aimant gouverner que par la stratégie du choc, avait été justifiée par une volonté de « clarification » de l'appareil parlementaire afin qu'il soit démocratiquement représentatif des aspirations du peuple français.

La situation est désormais claire : personne n'a gagné sauf à faire barrage, réussi, contre le Rassemblement national (RN), et à constituer un front républicain dont le chef de l'État pourrait se servir pour faire avancer un agenda imposé. Car cette clarification, chère au président de la République – dont les stratagèmes « machiavéliques » au sens littéral du terme seront développés plus avant –, a été longuement et minutieusement pensée en coulisses, en accord avec le fonds d'investissement BlackRock, l'Union européenne et la gauche. La dissolution a en effet été précipitée afin d'anticiper une motion de censure promise à l'automne sur le vote du budget. Ce dernier ayant été élaboré directement depuis Bruxelles.

La bombe républicaine

« Je leur ai lâché ma grenade entre les jambes, voyons comment ils se

débrouilleront avec ça. » Ces propos rapportés par le journal *Le Monde* avaient été soufflés par Emmanuel Macron à un patron du CAC 40 au lendemain de la dissolution. Naïfs sont ceux qui ont cru que cette décision brutale avait été prise sur un coup de tête ou pensée sur un coin de table, à la seule lumière de l'hubris du Jupiter élyséen. La suite du feuilleton et les quelques informations qui ont fuité à travers les murs sombres des coulisses du pouvoir tendent à démontrer le contraire.

La dissolution de l'Assemblée nationale à l'issue d'un scrutin européen très favorable au RN et défavorable au camp présidentiel a bel et bien été minutieusement réfléchi entre le Président et ses conseillers proches¹, peut-être même échafaudée dans les loges maçonniques qui structurent, depuis l'aube de la République, les institutions françaises ainsi que ses dynamiques politiques ; mais surtout, elle est intervenue à la suite de la visite à Paris, la semaine précédant les élections européennes, de Larry Fink, patron de BlackRock.

Dans la tête de Jupiter à ce moment-là ? L'anticipation du vote d'un budget 2025 à haut risque, et pour lequel les commentateurs politiques prophétisaient une motion de censure à l'automne par toutes les oppositions, ce qui aurait fait sauter un gouvernement déjà fragilisé par les nombreux 49-3 dégoupillés à chaque réforme sensible. Le renversement du gouvernement aurait alors engendré une dissolution de l'Assemblée nationale,

et la France serait dès lors entrée dans une zone de turbulences importantes, menaçant directement la validation d'un budget aussi contraignant qu'impératif.

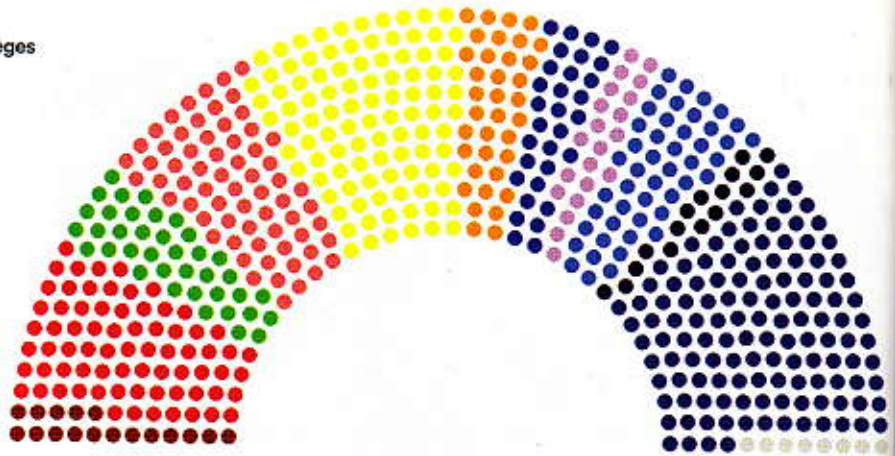
Gouverner, c'est prévoir

Cette dissolution du 9 juin dernier a été décidée pour éviter tout changement parlementaire à l'automne, puisque, constitutionnellement, aucune dissolution n'est possible durant l'année qui suit. La raison crédible de cette décision a été avouée à demi-mot par le président de la République lors de son adresse aux

La dissolution de l'Assemblée nationale [...] est intervenue à la suite de la visite à Paris, la semaine précédant les élections européennes, de Larry Fink, patron de BlackRock.

Français le 23 juillet² sur France 2, à quelques jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques : « J'ai décidé de cette dissolution en mon âme et conscience parce que l'Assemblée ne correspondait plus à la société et parce qu'une majorité avait annoncé qu'elle déposerait une motion de censure à l'automne. » Voilà qui était plus honnête que ce

- Gauche démocrate et républicaine: 17 sièges
- La France insoumise: 72 sièges
- Écologiste et social: 38 sièges
- Socialistes et apparentés: 66 sièges
- Ensemble pour la République: 99 sièges
- Les Démocrates: 36 sièges
- Horizons & Indépendants: 31 sièges
- Libertés, Indépendants, outre-mer et territoires: 21 sièges
- Droite républicaine: 47 sièges
- À droite!: 16 sièges
- Rassemblement national: 126 sièges
- Non inscrits: 8 sièges



Répartition au sein de l'hémicycle des 577 députés élus le 7 juillet 2024. Les trois blocs en présence comptent 193 sièges pour le NFP, 166 sièges pour Ensemble et 142 sièges pour le RN et ses alliés. <https://urlz.fr/rwCvI>.

Est Valls ou non mais P.Cens!

des sources confidentielles, le prochain outil social et universel qui structurera la société de demain. Pensé là encore aux plus hauts niveaux de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE), ce revenu universel sera soutenu par la prochaine version numérique de l'euro et ne pourra être dépensé qu'en suivant certaines conditions qui devront être fixées par le Conseil européen.

coût. D'après un rapport sénatorial de 2016¹², un revenu universel situé entre 500 et 1000 euros mensuels coûterait entre 300 et 700 milliards d'euros. Ce revenu universel versé en euros numériques reposerait bien entendu sur l'identité numérique européenne, qui permettra de relier cet argent numérique aux différentes factures d'énergie, impôts et services de l'État, dépenses de santé, achats en ligne... et pourrait conditionner, par exemple, les paiements au fait d'avoir réglé préalablement ses factures ou l'achat d'une place de cinéma à celui d'être immunisé contre une maladie. Notons au passage que les députés insoumis (LFI) élus au Parlement européen ont systématiquement voté en faveur du pass sanitaire et de l'identité numérique.

et voilà!

Ce revenu universel versé en euros numériques reposerait bien entendu sur l'identité numérique européenne [...] et pourrait conditionner les paiements au fait d'avoir réglé préalablement ses factures ou l'achat d'une place de cinéma à celui d'être immunisé contre une maladie.

Le Nouveau Front populaire et ses accords

Le rôle du Nouveau Front populaire (NFP) dans l'édification du prochain programme (y compris budgétairement) du gouvernement sera crucial du fait que ce bloc est incontournable pour consolider une majorité allant d'Horizon aux communistes, cette majorité pouvant cependant se passer des députés insoumis. Cette idée (une alliance entre la macronie et la gauche) aurait semblé folle jusqu'en juin dernier, mais ne serait finalement rien de plus qu'une continuité du hollandisme, avec un Manuel Valls Premier ministre et un Emmanuel Macron

au ministère de l'Économie. Comment ne pas penser que, là aussi, cette alliance ait été mûrement réfléchi en amont ?

Après tout, la constitution d'un Nouveau Front populaire est lancée quelques heures à peine après l'annonce de la dissolution, par un François Ruffin plus calculateur qu'il n'y paraît, sous son verbe haut et spontané. Car en matière de « stratégie de communication », François et Emmanuel n'ont pas en commun que leur jeunesse amiénoise durant laquelle ils ont ciré les mêmes bancs d'école privée. Avant leur dialogue viril (très médiatique) autour de l'entreprise Whirlpool, en avril 2017, une autre séquence a réuni les deux Amiénois autour du sort des salariés de l'usine Ecopla de Saint-Vincent-de-Mercuze (Isère).

Lors d'un échange capté par Radio Nova, en septembre en 2016¹³, le futur député de la Somme suggère qu'Emmanuel Macron soit « *vivement et publiquement interpellé par les salariés d'Ecopla* » lors d'un « *premier épisode* », puis qu'en réponse, le leader d'En Marche! leur propose de se rendre sur place pour un « *deuxième épisode* ». L'ex-ministre de l'Économie et candidat à la présidentielle valide le scénario et invite ses partenaires à « *caler une date de déplacement* » et à la communiquer « *ensemble* ». Le fondateur du journal *Fakir* ajoute alors: « *Et je pense qu'on sort d'ici en étant pas contents.* » Les postures de façade ne disent rien des petits arrangements entre bons ennemis...

à la chinoise?

Cette notion de « paiement conditionnel » est d'ores et déjà codifiée noir sur blanc dans le rapport de la BCE d'avril 2023, à la section 3.2¹¹. Ce revenu universel pourrait être une réponse apportée aux nombreuses personnes et petites entreprises qui, consécutivement au poids des charges, de l'inflation ou de la confiscation de l'épargne, pourraient s'enfoncer dans une extrême précarité. Cette mesure aura évidemment un

Les tractations entre les chefs du NFP, dont Jean-Luc Mélenchon, et le président de la République étaient aussi prévues de longue date. Pendant l'entre-deux-tours, dans la cour du Palais-Bourbon, Sophia Chikirou, compagne (au moins politique) du « Lيدر Maximo », quitte son siège de XVI^e législature, se préparant avec confiance à le reprendre pour la XVII^e, et parle brièvement aux médias ameutés autour d'elle. Et alors que, sitôt tombés les résultats du premier tour, la gauche avait annoncé, par la bouche de Jean-Luc Mélenchon, des désistements systématiques des candidats NFP arrivés en troisième position au profit des autres candidats « républicains » arrivés en deuxième, Sophia Chikirou lâche un peu vite une information complémentaire avant de tourner les talons : « *Le Premier ministre viendra de chez nous, ça fait partie de l'accord* ». L'accord ? Quel accord ? S'agirait-il d'un accord de gouvernement entre la gauche et la macronie ? Le NFP s'est cherché, longuement, une Première ministre. Les noms ont tourné, ceux d'Huguette Bello puis de Laurence Tubiana ont été un temps évoqués avant de s'arrêter sur celui de Lucie Castets, chargée des finances de la ville (très endettée) de Paris, et qui assume ne pas vouloir « *obligatoirement se plier au pacte de stabilité européen* ».

Pour sûr, Laurence Tubiana, chargée de l'accord de Paris sur le climat, présidente de l'Agence française de développement (AFD), directrice de la Fondation européenne pour le climat et coprésidente du comité de pilotage de la Convention citoyenne pour le climat, eût été une candidate acquise au mondialisme républicain et européiste, et son nom pourrait bien refaire surface. Car Emmanuel Macron n'est pas à une trahison près, et pourrait très bien exclure LFI de son pacte de gouvernement.

À droite, des systèmes de désistement équivalents avaient été observés entre LR et les candidats de la majorité présidentielle. La proximité idéologique et personnelle de personnalités comme Xavier Bertrand et Gérard

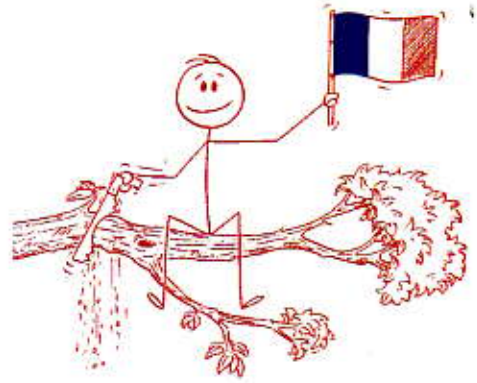
Darmanin, par exemple, rend tout à fait souhaitable pour l'aile droite du parti présidentiel Ensemble une inclusion des LR non ciottistes.

Emmanuel Macron se donne donc du temps, tout l'été si nécessaire, pour fatiguer les négociations internes au NFP, dans l'espoir sans doute de le fracturer à la rentrée, et de ramener à lui les « républicains de tout bord », de LR au PS, en excluant les insoumis. Jean-Luc Mélenchon y aurait sans doute intérêt, puisqu'il n'est souhaitable pour aucun parti d'entrer dans le prochain gouvernement sous peine d'être sévèrement sanctionné en 2027.

Terra Nova: la matrice d'un programme en commun

Concernant les grandes lignes idéologiques et programmatiques de la « république universelle », la gauche est un catalyseur et un fer de lance de projets sociaux et sociétaux inscrites dans les loges maçonniques depuis les fondements de la République française. La nouvelle ligne idéologique de la gauche mondialiste est théorisée par le *think tank* Terra Nova depuis 2012, duquel Laurence Tubiana et de nombreux membres de la gauche socialiste sont proches. Ce groupe de réflexion a réorienté la gauche vers une nouvelle base d'électeurs en se focalisant sur le vote des banlieues et des centres-villes. Exit la France autochtone ouvrière poussée dans les bras du RN. La stratégie de Terra Nova assimile cette population à un « déclin démographique » et mise sur la nouvelle France issue de l'immigration.

Terra Nova est financée à 80 % par de grands groupes industriels français et est proche des milieux de la tech. Elle imagine, avec les grands détenteurs de capitaux, la matrice de la nouvelle social-démocratie. Au cœur de celle-ci, un revenu minimal de subsistance, proche d'un revenu universel donc, une vaste et profonde transition écologique, une Assemblée élue à la proportionnelle et un référendum d'initiative citoyenne (RIC) uniquement délibératif...



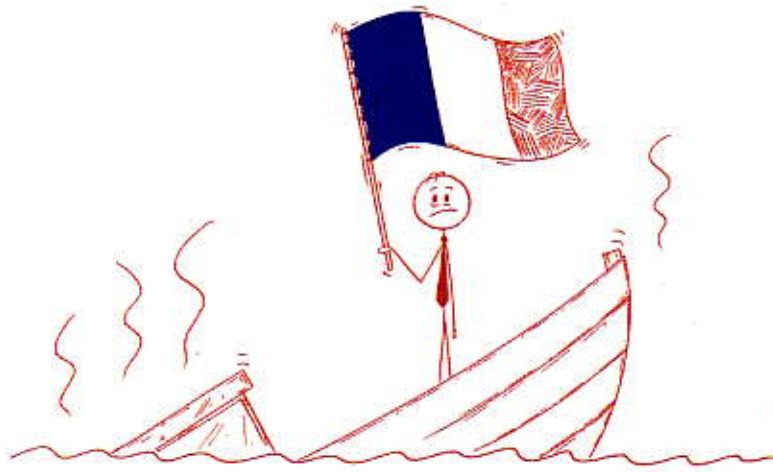
Vers la VI^e République

En 2019, sur le plateau de « C politique », Jacques Attali, grand conseiller des présidents, stratège des politiques économiques et institutionnelles de la France, disait vouloir créer « *un raz-de-marée qui fasse implorer le système à l'intérieur de ses institutions* ». C'est ce qu'il s'est produit le 7 juin dernier : un raz-de-marée républicain venu contrer un raz-de-marée nationaliste, dont le résultat n'est autre qu'une sclérose (bientôt une implosion ?) de la V^e République à l'intérieur de ses institutions. Le soir du second tour, sur le plateau de BFM TV, Apolline de Malherbe coupe la chique à l'un de ses invités qui présentait déjà le besoin de « *modifier les institutions afin de permettre une coalition* ».

Sophia Chikirou lâche un peu vite une information complémentaire avant de tourner les talons : « Le Premier ministre viendra de chez nous, ça fait partie de l'accord. »

« *On n'en est pas encore là !* » avertit la célèbre journaliste en soulignant sa remarque d'un clin d'œil discret. La VI^e République est un autre serpent de mer de la gauche, présent dans le programme de LFI dès la naissance du parti, et discuté en coulisses, en 2016, pendant les « Nuits debout », sous l'influence de personnalités telles que François Ruffin et Frédéric Lordon, par ailleurs coordinateurs de ce mouvement.

!! Quel accord!



Il en va de même pour le RIC, largement adopté par nombre de « gilets jaunes », noyautés dans les grandes villes par les groupuscules citoyens ou anarchistes. Le scrutin proportionnel, lui, permettrait d'élire les députés comme ailleurs en Europe, à l'occasion d'un scrutin uninominal à un tour et de représenter ainsi tous les partis selon leur poids dans l'électorat, de façon à bloquer le RN sous un plafond de verre, entre 30 et 40 % des voix, derrière un champ républicain toujours vainqueur.

Ces quelques gadgets, et la diatribe d'un Jean-Luc Mélenchon opposé à la « monarchie présidentielle » qu'est la V^e République, auront tôt fait de séduire les Français pour qu'ils en viennent à appeler de leurs vœux à une assemblée constituante afin d'imaginer une nouvelle République – la sixième, donc. Celle-ci pourrait, sous couvert des outils évoqués ci-avant, acter la décentralisation de la France, afin d'établir une gouvernance européenne directement auprès des dix-huit régions françaises, ou de

déléguer des pans entiers de souveraineté à des institutions supranationales ou privées (la santé à l'OMS, l'économie à l'UE, l'information à Google, les finances à BlackRock...).

Et le RN dans tout ça ?

Les électeurs du premier parti de France, devenu troisième force de l'Assemblée, sont certainement, à l'instar de la plupart des Français, les dindons de la farce. Le parti nationaliste, lui, est très possiblement complice. Rappelons qu'il est sous la coupe de certains transhumanistes – Jordan Bardella est très proche de Laurent Alexandre sur les sujets des nouvelles technologies, souhaite l'introduction d'une carte Vitale biométrique et n'a jamais eu de mots contre les vaccins anti-Covid – et entre les mains de détenteurs de capitaux, puisqu'il est adoubé par des milliardaires libéraux tels Vincent Bolloré ou Pierre-Édouard Stérin, qui a investi 150 millions d'euros pour sa victoire en 2027.

Quelle est la stratégie d'Emmanuel Macron le concernant ? On aurait pu penser qu'une victoire du Rassemblement national cette fois-ci, possible s'il n'y avait eu les désistements dûs au front républicain, aurait (peut-être) permis de mater dans l'œuf une victoire aux élections présidentielles de 2027. En effet, la coquille vide biberonnée au média training qu'est Jordan Bardella se serait fait dévorer tout cru par Emmanuel Macron, s'il avait accédé à Matignon après ces législatives. En revanche, la défaite de 2024 est bel et bien pour Marine Le Pen un tremplin pour 2027, pour peu que le système électoral et institutionnel reste le même.

Les pleins pouvoirs

Il faut que tout change pour que rien ne change¹⁵. Cette stratégie digne de Nicolas Machiavel (1469-1527) pour conserver le pouvoir est bien l'adage du chef de l'État, qui a d'ailleurs écrit son mémoire de sciences politiques sur la conservation du pouvoir selon Machiavel... Il pourrait s'arroger, à l'image d'un de Gaulle, la gloire d'être l'instigateur d'une VI^e République, après avoir autant profité de la V^e, et se permettre un troisième mandat. Il pourrait aussi, à plus courte vue, et si le « bordel » à l'Assemblée n'est pas résolu à la rentrée, activer l'article 16, c'est-à-dire prendre les pleins pouvoirs, comme il sait si bien le faire, et gouverner à coups d'états d'urgence permanents. •

Coincé!

Notes

1. Chemin A. et Faye D., « Au près d'Emmanuel Macron, les apprentis sorciers de la dissolution », *Le Monde*, 12 juin 2024. [https://urlz.fr/rvve].
2. « Interview du président de la République Emmanuel Macron », mardi 23 juillet 2024, France 2, à partir de 19 min 38 s. [https://urlz.fr/rvr5].
3. [https://www.vie-publique.fr/discours/294547-emmanuel-macron-09062024-dissolution-de-l-assemblee-nationale].
4. « S'informer sur la dette », Centre de documentation Économie-Finances. [https://urlz.fr/rvq5].
5. Letessier J. et Nodé-Langlois F., « Excès de normes, pétrole, IA... Entretien exclusif avec Larry Fink, le patron de BlackRock, premier gérant d'actifs au monde », *Le Figaro*, 7 juin 2024. [https://urlz.fr/rvrj].
6. Nguyen T.-D. et La Rocque (de) J.-P., « Comment Macron a sacré l'attractivité française à Versailles », *Challenges*, 24 janvier 2018. [https://urlz.fr/rvsz].
7. « Développer les marchés de capitaux européens pour financer l'avenir », direction générale du Trésor, 25 avril 2024. [https://urlz.fr/rvwi].
8. « Bercy confie à Christian Noyer une mission sur l'union des marchés de capitaux en Europe », *Le Figaro*, 8 janvier 2024. [https://urlz.fr/rvwi].
9. « Ponction massive à Chypre sur les comptes de plus de 100 000 euros », *La Tribune*, 30 mars 2013. [https://urlz.fr/rvou].
10. « Sandrine Rousseau : "L'épargne des Français nous permettrait de reprendre la main sur notre dette !" », chaîne YouTube « Boursorama ». [https://www.youtube.com/watch?v=HW-Leku3LNI].
11. « Progress on the Investigation Phase of a Digital Euro – Third Report », Banque centrale européenne, avril 2024. [https://urlz.fr/rvwt].
12. Percheron D., « Le revenu de base en France : de l'utopie à l'expérimentation », rapport d'information du Sénat n° 35 (2016-2017), 13 octobre 2016. [https://www.senat.fr/rap/r16-035/r16-035.html].
13. Ravinel (de) S., « Quand Ruffin et Macron se partageaient les rôles sur un dossier social sensible », *Le Figaro*, 26 novembre 2019. [https://urlz.fr/rvwi].
14. Mathoux A., « Ruffin, Macron et les salariés d'Ecopla : ce qu'il y a vraiment derrière le faux scoop de Juan Branco », *Marianne*, 26 novembre 2019. [https://urlz.fr/rvwi].
15. Interview de Sophia Chikirou : [https://urlz.fr/ryKe].
16. Citation du *Guèpard* (1958), de Giuseppe Tomasi di Lampedusa, porté à l'écran par L. Visconti en 1963.

↑ ↑ ↑ ↑